

28 juin 1940

**Le manifeste Weygand : une anticipation de la Révolution Nationale ?**

« L'ancien ordre de choses, c'est-à-dire un régime politique de compromissions maçonniques, capitalistes et internationales, nous a conduits où nous sommes.

*La France n'en veut plus.*

La lutte des classes a divisé le pays, empêché tout travail profitable, permis toutes les surenchères de la démagogie. Le relèvement de la France par le travail ne peut être réalisé sans l'institution d'un nouveau régime social fondé sur la confiance et la collaboration entre ouvriers et patrons.

*C'est ce régime social qu'il faut instituer.*

La baisse de la natalité, en diminuant le potentiel de la France, nous a amenés, du point de vue militaire, à défendre notre territoire avec une proportion inadmissible de contingents nord-africains, coloniaux et étrangers ; du point de vue national, à effectuer des naturalisations massives et regrettables et à livrer une partie de notre sol et de nos richesses à des exploitants étrangers.

*La famille doit être remise à l'honneur.*

La vague de matérialisme qui a submergé la France, l'esprit de jouissance et de facilité sont la cause profonde de nos faiblesses et de nos abandons. Il faut revenir au culte et à la pratique d'un idéal résumé dans ces quelques mots : Dieu, Patrie, Famille.

*L'éducation de notre jeunesse est à réformer.*

Ces réformes sont trop fondamentales pour qu'elles puissent être accomplies par un personnel usé qui n'inspire plus confiance. La France ne comprendrait pas qu'on la livre encore une fois à lui. Elle en perdrait foi en son redressement.

*A programme nouveau, hommes nouveaux.*

Le temps nous presse. Les vieux cadres responsables qui craignent le châtimeur travaillent dans l'ombre pour reconquérir le pouvoir. L'ennemi occupe notre sol et cherche à s'y faire une clientèle. Demain, il sera trop tard.

Aujourd'hui, c'est une équipe composée d'un petit nombre d'hommes nouveaux sans tâches et sans attaches, animés de la seule volonté de servir qui doit, sous la direction du Maréchal Pétain, chef reconnu de tous, proclamer son programme et se mettre à l'œuvre ».

**Texte cité par Paul Baudouin, *Neuf mois au gouvernement*, Paris, Éditions de la Table ronde, 1948, pp. 224-225. C'est Weygand qui souligne certains passages.**

Le 22 juin 1940, subissant la plus grande défaite militaire de son histoire, la France signe l'armistice. Son territoire est occupé dans sa moitié Nord ; un million et demi de soldats sont faits prisonniers. A cet effondrement national, autant militaire que politique, tous cherchent une explication et des responsables. Le général Weygand (1867-1965), généralissime du 20 mai au 25 juin 1940 puis ministre de la Défense, qui fut l'un des plus ardents partisans de l'armistice, fait circuler dans les

cercles gouvernementaux au cours des derniers jours de juin une note qu'il a d'abord adressée à Pétain, chef du gouvernement, puis à quelques membres du cabinet, proposant à la fois son analyse des causes du désastre et une ébauche du programme qu'il souhaiterait voir mis en œuvre. Bien que n'étant pas rendue publique, cette note est très vite connue dans les cercles politiques à Vichy. Pétain en eut donc connaissance, mais il ne semble pas qu'il ait adressé à Weygand la moindre réponse et ne lui demanda d'ailleurs jamais ensuite son avis en matière politique. Pour autant, la note de Weygand révèle de nombreux points communs avec ce qui sera la source d'inspiration de la Révolution Nationale.

Trois facteurs principaux sont, selon lui, à l'origine du drame que subit le pays. Il met en cause en premier lieu « *l'ancien ordre de choses, un régime politique de compromissions* ». Il vise par là le régime de la III<sup>e</sup> République, mais plus globalement sans doute, l'idée même de République ; perçue comme source de faiblesse et d'instabilité, elle serait incapable de préserver les intérêts du pays. Trop facilement influençable, elle aurait été victime d'une sorte d'infiltration par des forces pernicieuses, la franc-maçonnerie, le capitalisme et l'internationalisme. On reconnaît dans cette affirmation une vieille antienne de l'extrême droite française, antirépublicaine, teintée de maurrassisme, qui n'a jamais accepté la Révolution française, ni les principes et les changements qu'elle a imposés, et voit dans des forces obscures, complotant en sourdine sous l'influence de l'étranger, la source de tous les malheurs de la France.

Weygand met en cause les effets nocifs de la lutte des classes. Le système capitaliste, qu'il dénonce explicitement, créerait une opposition entre ouvriers et patrons qui conduit à un affrontement, source de divisions et donc d'affaiblissement de la Nation. Là encore, l'origine du mal serait à chercher du côté de la Révolution française qui, en abolissant le système des corporations, serait la source de ces funestes divisions.

Il accuse enfin comme source immédiate du drame « *l'esprit de jouissance et de facilité* » qui aurait submergé la France de l'entre-deux-guerres, provoquant l'amollissement de la Nation et son incapacité à faire face aux nécessités de la guerre. Dans cette phrase, il faut indiscutablement voir la condamnation du Front Populaire : le vote de la loi sur la réduction du temps de travail et de celle créant les congés payés serait l'origine d'une vague matérialiste et hédoniste ; la recherche des biens matériels et de satisfactions immédiates aurait fait oublier tout idéal élevé et toute forme d'esprit de sacrifice. Là encore, le régime républicain serait responsable du mal ; régime laïque, voire anticlérical, il aurait abattu les fondements moraux de la Nation en niant Dieu, par sa politique scolaire et la Séparation des Eglises et de l'Etat. Dès lors, cet esprit de facilité aurait conduit les Français à réduire le nombre de leurs enfants. Cette attitude, contraire aux préceptes catholiques, aurait provoqué une réduction du nombre des naissances, un déficit démographique, créant ipso facto une réduction des classes d'âge en état de combattre. Cette infériorité numérique, par une sorte de conséquence inéluctable, aurait alors contraint l'Etat-major à recourir à un nombre inhabituel de soldats coloniaux, ou étrangers et le gouvernement à accepter, notamment depuis 1927, des naturalisations plus nombreuses. L'on voit que Weygand n'hésite pas à recourir à des arguments ouvertement xénophobes, répandus dans l'immédiat avant-guerre et à dénoncer une supposée perte de substance nationale.

L'on notera que sous la plume du général Weygand, aucune allusion n'est faite à d'éventuelles erreurs du commandement, à des faiblesses de la stratégie. L'armée est, selon lui, exempte de toute responsabilité. Ce sont des erreurs voire des fautes morales qui ont conduit à la débâcle ; elles proviennent des civils et des responsables politiques qui doivent donc endosser la responsabilité de la défaite, d'où l'exigence d'un armistice et non d'une capitulation, insupportable à l'armée.

Il reprend donc l'essentiel de l'argumentaire que Philippe Pétain avait développé dans son discours du 20 juin 1940 (« *Trop peu d'enfants, trop peu d'armes, trop peu d'alliés, voilà les causes de notre défaite* ». « *Depuis la victoire, l'esprit de jouissance l'a emporté sur l'esprit de sacrifice. On a revendiqué plus qu'on a servi* ») ou celui du 25 juin (« *Notre défaite est venue de nos relâchements. L'esprit de jouissance détruit ce que l'esprit de sacrifice a édifié* »). Il n'est donc guère étonnant que le programme qu'il esquisse reprenne, en des termes voisins, les directions fixées par Pétain le 25 juin

(« *C'est à un redressement intellectuel et moral que, d'abord, je vous convie. Français, vous l'accomplirez et vous verrez, je vous le jure, une France neuve sortir de votre ferveur* »).

Dès lors, le programme à mettre en œuvre est clair ; sur le plan institutionnel, il faut se doter d'un chef indiscutable, Pétain en l'occurrence, chef du gouvernement depuis le 16 juin, auquel il faut accorder des pouvoirs forts. Le personnel politique de l'époque antérieure, usé par ses compromissions, doit être écarté et remplacé par des « *hommes sans tâche et sans attaches* ». L'on reconnaît ici le mépris de Weygand et d'une partie du monde militaire de l'époque pour les milieux politiques et notamment les parlementaires ; s'y ajoute, derrière l'affirmation d'un apolitisme de façade, la volonté de refonder sur des bases neuves un Etat qui permette de redonner à la Nation un élan qui assure son « *redressement* ». Autrement dit, derrière la négation de toute attache partisane, apparaît la recherche d'une solution politique dont l'imprégnation idéologique est marquée. Bien que s'étant avant 1939 toujours affirmé républicain, Weygand a soutenu de son influence bien des mouvements dont le caractère traditionnaliste, parfois réactionnaire, ne peut guère être nié ; entré en 1936 au comité directeur du Rassemblement national pour la reconstruction de la France, tout à la fois antimarxiste et anticapitaliste, aux côtés de Victor Fay, d'Abel Bonnard et René Gillouin, que l'on retrouvera ministres ou conseillers de Pétain à Vichy, il signe en 1937 le *Manifeste des intellectuels français*, pour soutenir les franquistes espagnols, aux côtés de Charles Maurras, Philippe Henriot et Paul Claudel. Il est également membre du Cercle Fustel de Coulanges, notoirement classé à droite, proche de l'Action Française, sans pour autant en être dépendant.

Sur le plan social, il faut revenir au culte du travail et recréer un système corporatif permettant la collaboration harmonieuse des classes. Sur le plan de la famille, il faut encourager la natalité et la constitution de familles nombreuses, réformer l'éducation autour des valeurs traditionnelles, Dieu, la famille, la Patrie. C'est donc à un redressement national qu'appelle Weygand, afin de régénérer un pays entré en décadence depuis un siècle et demi. C'est donc ici l'anticipation de ce que sera la révolution nationale que Pétain tentera de mettre en œuvre à partir de juillet 1940. On en reconnaît l'inspiration traditionnaliste, réactionnaire par bien des aspects, antirépublicaine et xénophobe. A cette panoplie ne manque que l'antisémitisme, qui n'est pas ouvertement affiché ici, même si l'on peut en voir des relents dans la condamnation simultanée de l'internationalisme et du capitalisme.

C'est en tout cas le programme que Pétain et son gouvernement appliqueront dans les jours suivants, en abolissant la IIIe République dès le 10 juillet, en mettant en place une révolution nationale dont la politique familiale et la Charte du Travail constitueront les piliers, en reprenant dans la devise de l'Etat Français une partie de celle proposée par Weygand (Travail, Famille, Patrie), en remettant en cause, par la loi du 20 juillet 1940, les naturalisations intervenues depuis 1927.

Ce manifeste témoigne donc que, dès la fin juin 1940, s'est donc instauré un climat favorable à l'établissement d'un ordre nouveau fondé sur les valeurs de la droite traditionnaliste, héritière des contre-révolutionnaires et des idéologues du XIXe siècle tels que Joseph de Maistre. Ces appels « *à des hommes sans tâche et sans attaches* », selon la formule de Weygand, participent donc à un climat qui ne peut qu'encourager Pétain et Laval à pousser leur avantage et à franchir le pas vers un changement de régime. Pourtant, et c'est sans doute la raison de l'absence de réponse à Weygand, le moment choisi par celui-ci paraît fort inopportun ; Laval est tout à son projet qui conduira au 10 juillet ; pour cela il a besoin de l'accord des parlementaires qu'il tente de convaincre de mettre à bas la IIIe République ; les diatribes antiparlementaires de Weygand pourraient constituer par ces députés et sénateurs un sorte de chiffon rouge mettant à mal les projets de l'ancien sénateur du Puy de Dôme. Weygand reconnaîtra lui-même que sa note, qu'il ne renie nullement quant au fond, n'était pas, dans le contexte un modèle d'habileté politique.

Dès lors, les relations entre Weygand et les autorités de Vichy sont marquées par des ambiguïtés et de nombreuses désillusions. Ministre de la Défense jusqu'en septembre 1940, il ne joue aucun rôle dans les événements du 10 juillet<sup>1</sup>, mais intervient ensuite dans divers domaines afin de mettre en pratique

---

<sup>1</sup> Il n'a que mépris pour Laval qui est pour lui le représentant d'un monde politique dont Pétain devrait tenter de se défaire au lieu d'en recevoir le pouvoir.

les préconisations de sa note du 28 juin, notamment auprès de son collègue de l'Education nationale, pour mieux encadrer les instituteurs, signe la loi du 13 août 1940, portant interdiction de la Franc-Maçonnerie, veille à ce que les passagers du Massilia soient arrêtés et poursuivis. Surtout, il contribue activement à la création de la Légion des Combattants, dont il entend faire la force d'encadrement principale du pays, et à celle des camps de Jeunesse (à Opme, près de Gergovie avec de Lattre) ou des Chantiers de Jeunesse (De La Porte du Theil).

Il faut toutefois noter que Weygand se sépare au moins sur un aspect de la politique pétainiste. S'il partage les mêmes valeurs d'ordre, de discipline, de repli sur une identité chrétienne, il ne perçoit pas l'Allemagne de la même façon que le Maréchal Pétain ; celui-ci avait, dans son discours du 17 juin, parlé de l'« *adversaire* » avec lequel il serait possible, « *dans l'honneur* », de discuter ; Weygand dont le nationalisme germanophobe est patent, parle, quant à lui d'un « *ennemi* » qui occupe le sol de la Patrie et y recrute des affidés, allant d'ores et déjà bien au-delà des conditions fixées par l'armistice. Or, pour Weygand, cet armistice ne doit être qu'un entre deux très provisoire entre la guerre et un traité de paix qu'il faut négocier au plus vite. En attendant celui-ci, l'armistice doit être appliqué scrupuleusement par les deux parties, ce qui n'est de toute évidence pas le cas, les Allemands outrepassant largement les clauses signées le 22 juin. Pour Weygand, ministre de la Défense Nationale jusqu'en septembre, il faut garder la France hors du conflit, préserver un équilibre entre Grande Bretagne et Allemagne et ne pas donner à celle-ci des gages qui pourraient faire pencher peu à peu vers une co-belligérance<sup>2</sup>; de ce fait il n'accepte pas la politique de collaboration, ce qui lui vaut d'être exfiltré vers l'Algérie, où il est nommé délégué général en septembre 1940<sup>3</sup>, fait savoir sa désapprobation de la rencontre de Montoire en octobre 1940, des Protocoles Paris du printemps 1941, ce qui lui vaut un rappel en métropole en novembre 1941, avant d'être arrêté en novembre 1942 et placé en résidence surveillée par les Allemands.

Le milieu vichyste, au-delà de valeurs communes, est donc composite, et par-delà des programmes proches, l'attitude à adopter vis-à-vis du Reich sépare des hommes et des politiques originellement voisins pour ce qui est de la politique intérieure.

M.P.

---

<sup>2</sup> Il a aussi semble-t-il sinon organisé, du moins couvert, des actions de camouflage de matériel dès la fin du mois de juin 1940 au sein d'un service dit de « Conservation du matériel », notamment des canons antichars et du matériel anti aérien. Ce sont ces caches d'armes, et quelques autres, que les Allemands trouveront, en novembre 1942, lors de l'occupation de la zone Sud.

<sup>3</sup> Il y applique sans état d'âme les mesures instaurées par Vichy, et notamment le statut des Juifs.